

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC  
AU 157/00

ÉFAI – 000361 – AMR 19/011/00

*"Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées  
ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer"*

## CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

|               |  |
|---------------|--|
| <b>BRÉSIL</b> | <b>Eduardo Bernardes da Silva, employé d'Amnesty International</b><br><b>Les membres d'Amnesty International à São Paulo et Pôrto Alegre</b><br><b>Grupo Tortura Nunca Mais (Mouvement Torture jamais plus) à São Paulo, organisation de défense des droits humains</b><br><b>Des militants pour les droits des homosexuels à São Paulo</b><br><b>Des associations de <i>nordestinos</i> (habitants du Nordeste du Brésil)</b> |
|---------------|--|

**Londres, le 13 juin 2000**

Un groupe néofasciste, qui avait menacé à plusieurs reprises de tuer Eduardo Bernardes da Silva, employé d'Amnesty International, a retrouvé la trace de cet homme dans le lieu où il avait été installé par mesure de sécurité. Amnesty International est préoccupée par le fait que ce groupe semble disposer d'informateurs au sein de la police ; l'Organisation pense qu'Eduardo Bernardes da Silva ainsi que des membres de la section brésilienne d'Amnesty International sont en danger.

Ce groupe, nommé *Frente Anti-Caus* (FAC, Front anti-chaos), a posé une bombe dans les bureaux d'Amnesty International à São Paulo en octobre 1999. Elle était accompagnée d'une lettre attaquant Amnesty International pour son action en faveur des homosexuels et des Noirs et sur laquelle figurait une croix gammée sommairement esquissée. Eduardo Bernardes da Silva, qui travaillait au bureau de São Paulo, a d'abord reçu des menaces téléphoniques du groupe, puis un jour, alors qu'il rentrait chez lui à moto, une voiture a essayé de le forcer à quitter la route.

Amnesty International a momentanément fermé son bureau à São Paulo afin de revoir son système de sécurité, et Eduardo Bernardes da Silva est parti s'installer dans un autre État. Les membres du FAC ont envoyé au bureau de Pôrto Alegre, le 5 juin, une nouvelle lettre dans laquelle ils déclaraient savoir où se trouvait Eduardo Bernardes da Silva et menaçaient de le tuer.

Au cours des derniers mois, le FAC a adressé à l'organisation de défense des droits humains *Grupo Tortura Nunca Mais* (Mouvement Torture jamais plus) ainsi qu'à un important journal national, le *Folha de São Paulo*, des lettres de menaces visant Amnesty International, les défenseurs des droits humains en général, et les homosexuels et lesbiennes. Ces lettres s'en prenaient également aux *nordestinos*, habitants d'une région pauvre et frappée par la sécheresse au nord-est du pays, qui fuient vers les bidonvilles proches des grandes villes pour trouver du travail et qui sont victimes d'une discrimination largement répandue.

Amnesty International a signalé toutes ces affaires à la police de São Paulo. Cependant, et bien qu'une brigade de police spéciale ait été chargée de l'enquête sur les activités du groupe néofasciste dans l'État de São Paulo, les investigations concernant le groupe qui menace Eduardo Bernardes da Silva ont à peine avancé. La lettre de menaces la plus récente démontre que le groupe est entré en contact avec la police : « *Vous devriez dire aux policiers de São Paulo de se taire. Ils sont encore meilleurs qu'un journal.* » [« *Precisam falar para policia de São Paulo ficarem de boca fechada. Eles são melhores do que jornal.* »] La police de Pôrto Alegre a elle-même ouvert une enquête sur les menaces.

La dernière lettre reçue réitère une menace d'attentat lors d'une manifestation homosexuelle à São Paulo. Certains groupes de défense des homosexuels et des associations en faveur des *nordestinos* auraient reçu des menaces, dont on ignore si elles émanent du même groupe.

**Informations générales**

La montée des groupes néofascistes est un phénomène récent au Brésil, pays qui constitue un véritable creuset racial. Le pays tout entier a été très choqué par une affaire dans laquelle des skinheads avaient frappé à mort un homosexuel le 6 février 2000. Cet homme, Edson Neris da Silva, a été tué par 18 membres du groupe *Carecas do ABC* (Skinheads de l'ABC) en sortant d'un bar avec son petit ami. De manière assez surprenante, ce groupe a accueilli dans ses rangs des Afro-Brésiliens et des *nordestinos*. Ces 18 individus ont tous été arrêtés et inculpés de meurtre. Par la suite deux bombes à retardement ont explosé dans des trains à São Paulo. La police a reçu un appel téléphonique affirmant que ces deux bombes étaient une réponse aux arrestations.

En 1999, la police a également interpellé deux hommes soupçonnés de gérer un site web néofasciste qui animait une campagne contre les homosexuels, les Noirs et les juifs.

La police de São Paulo a depuis mis en place une brigade spéciale chargée d'enquêter sur les activités néofascistes dans l'État de São Paulo.

**ACTION RECOMMANDÉE : télégramme/télex/fax/lettre exprès/lettre par avion** (en portugais ou dans votre propre langue) :

– exprimez votre inquiétude au sujet de la sécurité d'Eduardo Bernardes da Silva à la suite des nombreuses menaces de mort adressées par le groupe néofasciste *Frente Anti-Caus* ;

– dites-vous préoccupé par la sécurité des militants homosexuels qui préparent une manifestation à São Paulo et qui ont été précisément menacés dans des lettres envoyées à Amnesty International ;

– observez que des lettres réitérant les menaces à l'encontre d'Eduardo Bernardes da Silva, mais aussi menaçant de manière générale les défenseurs des droits humains, les homosexuels, les Noirs, les *nordestinos* et les juifs ont été envoyées au *Grupo Tortura Nunca Mais* de São Paulo et au journal *Folha de São Paulo* ;

– observez qu'il semble que l'enquête menée par la police de São Paulo n'a pas progressé en huit mois ;

– dites-vous préoccupé par le contenu de la lettre la plus récente qui laisserait entendre que le FAC est entré en contact avec la police de São Paulo ;

– demandez à la police de São Paulo de redoubler d'efforts dans son enquête pour arrêter les auteurs de ces menaces ;

– soulignez qu'Eduardo Bernardes da Silva est à présent victime de menaces dans l'État du Rio Grande do Sul, et appelez les autorités des deux États à mener des investigations en collaboration.

**Pour les appels au ministre de la Justice exclusivement :**

– appelez le gouvernement fédéral à mettre en place une stratégie commune aux différents États pour l'enquête et la répression des activités néofascistes au Brésil.

**APPELS À :**

|  |   |
|--|---|
| <p>Ministre de la Justice :</p> <p>Exmo. Sr. Ministro da Justiça do Brasil<br/>Dr. José Gregori<br/>Ministério da Justiça<br/>Esplanada dos Ministérios, Bloco 23<br/>70064-900 Brasília – DF, Brésil<br/><b>Télégrammes :</b> Ministro da Justiça, Brasília, Brésil<br/><b>Fax :</b> 55 61 224 2448 / 322 6817<br/><b>Formule d'appel :</b> <i>Vossa Excelência / Monsieur le Ministre,</i></p> | <p><b>Secrétaire à la Sécurité publique de l'État de São Paulo :</b><br/>Exmo. Sr. Secretário de Segurança Pública do Estado de São Paulo<br/>Dr. Marco Vinicio Petrelluzzi<br/>Secretaria de Segurança Pública<br/>Av. Higienópolis 758, Higienópolis<br/>01238-000 São Paulo – SP, Brésil<br/><b>Télégrammes :</b> Secretário Segurança Pública, SP, Brésil<br/><b>Fax :</b> 55 11 3823 5708<br/><b>Formule d'appel :</b> <i>Exmo. Sr. Secretário / Monsieur,</i></p> |
|--|---|

**COPIES À :**

|   |   |
|---|---|
| <p>Secrétaire à la Justice et à la Sécurité publique de l'État du Rio Grande do Sul :</p> <p>Exmo. Sr. Secretário de Justiça e Segurança Pública do Estado de Rio Grande do Sul<br/>Dr. José Paulo Bisol<br/>Secretaria de Segurança Pública<br/>Rua 7 de Setembro, 666, 1° andar<br/>90010-190 Porto Alegre – RS, Brésil<br/><b>Fax :</b> 55 51 211 5624</p> | <p><b>Amnesty International à Pôrto Alegre :</b><br/>Amnesty International – Pôrto Alegre<br/>Rua Jacinto Gomes No. 573<br/>Santana<br/>90010-321 Porto Alegre – RS, Brésil</p> |
|---|---|

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Brésil dans votre pays.

**PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.  
APRÈS LE 25 JUILLET 2000, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION  
S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.  
La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -*